



Ce rapport a été produit par OCHA en collaboration avec les partenaires humanitaires. Il couvre la période du 20 décembre au 2 janvier 2017. Le prochain rapport sera publié vers le 16/1/2017.

Faits saillants

- **Des exactions d'ADF signalées en Ituri avec mort d'hommes et déplacement de population.**
- **La protection des civils et réfugiés Sud-Soudanais menacée avec l'incursion d'hommes armés.**
- **Quelque 15 000 rapatriés spontanés restent sans assistance dans le Haut-Uele.**

Aperçu de la situation

Les exactions des présumés combattants ADF migrent petit à petit vers les localités de l'Ituri, limitrophes de la Province du Nord-Kivu. Selon l'ONG INTERSOS, sept civils, dont deux femmes, ont été égorgés par des présumés éléments ADF, le 29 décembre à Bianey (environ 150 Km au sud de Bunia). Certains villageois, dont on ne connaît pas encore l'effectif, sont portés disparus à ce jour. Les populations de cette région vivent dans la peur et INTERSOS a notamment signalé un déplacement de population consécutif à ces incidents, vers les localités situées sur l'axe Komanda-Luna. Cette incursion survenue le 29 décembre 2016 est la deuxième dans la région après celle de Makutano, enregistrée deux jours plus tôt et qui a coûté la vie à deux personnes. Pour rappel, les ADF avaient déjà attaqué Bianey en mai 2016 et tué huit civils et incendié un centre de santé. D'autre part, depuis le 25 décembre, un afflux de personnes déplacées est signalé dans les localités de Ndalya, Mambelenga et Bwanasura dans la région de Komnda. Ce déplacement est consécutif à une attaque d'ADF menée à Mayimoya (14 km au sud d'Eringeti, en Territoire de Beni dans le Nord-Kivu) les 24 et 25 décembre. Depuis 2014, les axes Komanda – Luna (Territoire d'Irumu) et Bela – Biakato (Territoire de Mambasa) accueillent plus de 90 000 personnes déplacées internes du fait de l'insécurité engendrée par la présence et les activités des ADF. Les attaques récurrentes du groupe armé dans le Grand-Nord du Nord-Kivu engendrent un afflux régulier de nouvelles personnes déplacées du Nord-Kivu.

Selon INTERSOS, le 24 décembre, des miliciens Sud-Soudanais ont fait incursion à Bangalu et Sugba (localités situées à environ 70 km au nord-ouest de Doruma, dans le Territoire de Dungu). La même source a indiqué que ces éléments lourdement armés auraient appelé les jeunes réfugiés à rallier leurs rangs afin d'aller combattre l'armée régulière sud-soudanaise. Les deux localités précitées, proches des frontières congolo-sud-soudanaises, abritent deux sites de réfugiés, hébergeant près de 3 000 personnes. Par ailleurs, les populations de Bangalu, Sugba et d'autres localités environnantes (Masombo, Mogoroko et Gangala) ayant accueilli des réfugiés vivent présentement dans la peur. Le conflit sud-soudanais affecte peu à peu la sécurité de la Province du Haut-Uele et fragilise la protection des civils et des réfugiés. Cette situation préoccupe les acteurs de protection, qui craignent de voir la crise sud-soudanaise déstabiliser le Territoire de Dungu, notamment la région de Doruma. Outre cette menace, depuis le troisième trimestre 2016, cette région fait face à une recrudescence d'exactions des rebelles de la Lord Resistance Army (LRA), d'où la suspension jusqu'à ce jour des opérations humanitaires au-delà de Doruma centre privant d'assistance plus de 5 000 réfugiés dans les sites de Sugba, Bangalu, Gangala et Masombo. Le Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés (HCR) plaide auprès des autorités pour relocaliser urgemment les réfugiés dans le site de Doruma. De plus, le HCR appelle les autorités à renforcer les dispositifs sécuritaires le long des frontières pour éviter une détérioration du contexte sécuritaire dans le Haut-Uele, alors que la région est toujours confrontée à la présence de rebelles de la LRA. Le Haut-Uele peine à passer dans la phase de relèvement et de développement faute de bailleurs et acteurs. Le désengagement des acteurs humanitaires du Bas-Uele et Haut-Uele en 2013 à cause des ressources financières avaient laissé beaucoup de gaps. Près de 65 000 personnes retournées entre mai 2012 et septembre 2013 dans les deux Uele n'avaient pratiquement pas bénéficié d'aide pour accompagner leur retour par manque de financement.

8 000

réfugiés Sud-Soudanais se sont relocalisés volontairement à Doruma en provenance de Masombo, Gangala, Bangalu, Sugba et Mogoroko. L'accès à ces sites était suspendu depuis septembre 2016 en raison de l'insécurité.

Besoins et Réponses humanitaires



Multi secteur

- A ce jour, près de 15 000 rapatriés spontanés vivant principalement dans les territoires de Dungu et de Faradje (Province du Haut-Uele) ne bénéficient pas d'aide humanitaire à l'exception d'une assistance en vivres de trois mois qui leur avait été fournie par le Programme alimentaire mondial (PAM) en août 2016. Les familles d'accueil ne reçoivent pas non plus d'assistance alors que les localités qui hébergent les réfugiés et rapatriés subissent de fortes pressions sur leurs ressources notamment foncières, sanitaires et alimentaires. Au 3 décembre 2016, le HCR et la Commission nationale pour les réfugiés (CNR) enregistraient déjà plus de 65 000 réfugiés en Ituri et dans le Haut-Uele. Le contexte sécuritaire qui prévaut au Soudan du sud depuis octobre 2015 est la cause de ce mouvement de population.
- Selon une mission d'évaluation multisectorielle effectuée par le RRMP en novembre dernier, plus de 5 000 personnes déplacées internes, populations vulnérables de Makayanga et Mangiva ont exprimé le besoin d'une assistance en vivres, éducation et soins de santé. Toutefois, l'ONG Solidarités International a organisé, du 12 au 13 décembre, une foire aux articles ménagers essentiels (AME) en faveur de plus de 5 000 personnes (déplacées internes et autochtones vulnérables). Selon l'ONG, plus de 3 000 personnes déplacées étaient arrivées dans les localités de Makayanga et Mangiva (environ 70 km au sud-ouest de Bunia), entre les 3 et 5 novembre, à la suite d'affrontements entre des miliciens de la FRPI et des FARDC dans le village d'Apihinzi à proximité de Makayanga. Selon les observateurs, la présence des déplacés exerce une forte pression sur la communauté d'accueil.



Nutrition

- Dans le cadre du financement CERF, l'ONG COOPI a démarré depuis le mois d'octobre dernier un nouveau projet de prise en charge des cas de malnutrition aiguë sévère et malnutrition aiguë globale dans les zones de santé de Komanda et Mambasa. Cette situation de malnutrition est notamment exacerbée par la crise des ADF dans le Nord-Kivu qui déverse de nombreuses personnes déplacées dans ces deux zones. Cet afflux exerce des pressions sur les ressources alimentaires de la communauté d'accueil. De plus, l'insécurité causée par des miliciens rend difficile l'accès aux champs. Ce programme qui s'étendra jusqu'au 10 mai 2017 a ciblé 150 enfants de moins de cinq ans souffrant de la malnutrition avec complication médicale et 1 800 malnutris sévères sans complication dans 16 structures sanitaires et deux hôpitaux généraux de référence de Komanda et Mambasa.

Chiffres clés

225 000

personnes déplacées internes enregistrées dans les provinces du Bas-Uele, Haut-Uele, de l'Ituri et de la Tshopo au 30 septembre 2016

74 000

personnes retournées au cours des 18 derniers mois.

64 748

réfugiés Sud-Soudanais enregistrés au 3 décembre 2016 dans le Haut-Uele et l'Ituri

15 000

rapatriés spontanés enregistrés au 3 décembre dans le Haut-Uele et l'Ituri

11

Incidents à l'encontre des organisations humanitaires enregistrées depuis mars 2016 en Ituri et dans le Haut-Uele

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Yvon Edoumou, Chargé de l'Information publique et du plaidoyer, OCHA-RDC, edoumou@un.org, tél. +243 97 000 3750, +243 84 480 4444

Serge le Grand Mabaluka, Reporting Assistant, OCHA Bunia, mabaluka@un.org, tél. +243 81 706 1310, +243 99 884 5572